

# Données économiques maritimes françaises 2009

Sous la responsabilité scientifique de Régis Kalaydjian





Produits de la mer 13-32



33-38 Extraction de matériaux marins



Production d'énergie 39-44



45-58 Construction et réparation de navires



Travaux maritimes et fluviaux 59-68



61-66 Câbles sous-marins



Industrie parapétrolière et paragazière offshore 63-66



67-70 Tourisme littoral



Transport maritime et fluvial 71-84



85-88 Assurances maritimes



Marine nationale 91-96



97-106 Intervention publique



Protection de l'environnement littoral et marin 107-124



125-130 Recherche marine

# Données économiques maritimes françaises

2009



# Données économiques maritimes françaises

2009

Sous la responsabilité scientifique de Régis Kalaydjian

Contributeurs :

Régis Kalaydjian, Fabienne Daurès, Sophie Girard,  
Sylvie Vanlsegem, Harold Levrel, Rémi Mongruel



Éditions Quæ

Éditions Quæ  
RD 10  
78026 Versailles Cedex, France

© Éditions Quæ, 2010  
ISBN : 978-2-7592-0602-5  
ISSN : 2105-8830

Le Code de la propriété intellectuelle interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique, et est sanctionné pénalement. Toute reproduction, même partielle, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, Paris 6<sup>e</sup>.

# Remerciements

**LES AUTEURS EXPRIMENT LEUR RECONNAISSANCE** aux éditions Quæ Ifremer Brest, à leurs interlocuteurs des administrations ministérielles — notamment la direction des Affaires maritimes et l'état-major de la Marine —, des organismes publics de recherche — Inra, IRD, Ipev —, des associations professionnelles et des entreprises pour le concours essentiel qu'ils ont apporté à cette publication.

Le responsable scientifique est comptable de toute erreur éventuelle.





# Sommaire

Introduction	9
--------------	---

## Secteur industriel

Produits de la mer	13
Extraction de matériaux marins	33
Production d'énergie	39
Construction et réparation de navires	45
Travaux publics maritimes et fluviaux	59
Câbles sous-marins	61
Industrie parapétrolière et paragazière offshore	63
Tourisme littoral	67
Transport maritime et fluvial	71
Assurances maritimes	85

## Secteur public non marchand

Marine nationale	89
Intervention publique	95
Protection de l'environnement littoral et marin	105
Recherche marine	123
Synthèse	129
Références bibliographiques	133
Sigles et abréviations	137



# Introduction

**L'OBJECTIF DES DONNÉES ÉCONOMIQUES MARITIMES FRANÇAISES** est d'évaluer le poids de l'économie maritime française, sa place dans la concurrence internationale et son rôle national parmi les services publics.

La définition et le périmètre de l'économie maritime restent inchangés par rapport à l'édition précédente, à l'exception du secteur bancaire, non pris en compte, faute d'informations suffisantes. Pour les secteurs étudiés, le recours aux estimations est inévitable pour pallier le manque de données sur la « part maritime » de ces activités. L'édition 2009 poursuit l'effort d'amélioration de la qualité des estimations ainsi que de leur traçabilité.

Cette édition évalue l'économie maritime sur 2007, dernière année pour laquelle les données relatives à tous les secteurs du périmètre maritime étaient disponibles. C'est donc une économie maritime en haut de cycle dont nous proposons l'évaluation au lecteur, tandis que la récession de 2008, survenue après une période de forte croissance mondiale, produit encore ses effets au moment où ces lignes sont publiées.

La présentation comporte deux parties : description du secteur industriel, puis description du secteur public non marchand. Chaque activité industrielle est évaluée par un jeu d'indicateurs : chiffre d'affaires sectoriel, valeur ajoutée, emploi mais aussi nombre d'entreprises et taux d'exportation quand les données existent. Le secteur public est avant tout décrit par le budget et le personnel dévolus aux différentes missions ; il s'agit d'apprécier l'effort consenti par la Nation à la réalisation de ces missions. Un bref aperçu plus qualitatif de la situation de chaque activité vient en complément des chiffres clés pour indiquer succinctement la place de celle-ci dans la concurrence internationale. En l'occurrence, ces informations complémentaires portent sur la période 2008-2009 et prennent en compte, autant que possible, les effets de la récession.

L'évaluation réalisée montre que le haut de cycle s'est traduit par une croissance forte de la valeur ajoutée et de l'emploi maritimes sur la période 2005-2007, imputable principalement au transport maritime mais aussi à la construction nautique, au parapétrolier offshore et au tourisme littoral. L'économie maritime, très exportatrice et tournée vers l'international, a su profiter de la conjoncture favorable. Elle est fortement dépendante de la conjoncture européenne ; c'est pourquoi cet ouvrage fait fréquemment le lien entre économie maritime française et économie maritime européenne. Cette dépendance a été sensible lors de l'entrée de certaines activités maritimes dans la période de récession.

S'il est encore trop tôt pour quantifier avec précision les impacts de la crise sur la production et l'emploi maritimes français dans toutes leurs composantes, les publications, rapports et communications ne manquent pas sur les difficultés qu'ont rencontrées dès 2008 plusieurs secteurs tels que la construction de navires de commerce et de plaisance

ou le transport maritime. Sur le plan international, ces difficultés ont été d'autant plus sévères que la crise a brutalement interrompu une période de croissance particulièrement soutenue du PIB mondial et des échanges internationaux, faisant apparaître des surcapacités immédiatement après une phase de tension des marchés. Les particuliers, pour leur part, ont diminué leurs investissements de loisir au détriment de la construction nautique ; mais les anticipations des opérateurs de croisière se fondent apparemment sur des perspectives de croissance favorables, preuve de l'attrait croissant de certaines formes de loisirs maritimes malgré les difficultés conjoncturelles.

Dans un contexte de nombre de navires en croissance, en 2009 comme en 2010, et de prévision de croissance faible des échanges mondiaux, le délai de résorption des surcapacités dans les secteurs les plus sévèrement touchés par la crise reste une question préoccupante.

# Secteur industriel

Données économiques maritimes françaises 2009



MÉTROPOLE

DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER

COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER



# Produits de la mer

LES ACTIVITÉS LIÉES AUX PRODUITS DE LA MER, aux poids économiques contractés, sont les suivantes :

- les pêches maritimes ;
- l'aquaculture marine ;
- le commerce des produits de la mer ;
- l'exploitation et la transformation des algues ;
- la transformation des produits de la mer.

## Pêches maritimes

TOUTES LES CATÉGORIES DE PÊCHE MARITIME (de la petite pêche côtière à la pêche thonière océanique) sont ici prises en compte. Elles débarquent, sous forme de produits frais ou congelés, poissons, céphalopodes, crustacés, coquillages et algues.

Chiffres clés de la pêche maritime<sup>1</sup>  
En tonnes, millions d'euros, effectifs et nombre de navires

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Production <sup>2</sup>	620 432	626 418	658 059	596 860	545 330	551 831	476 244
Chiffre d'affaires	1 072	1 137	1 334	1 093	1 036	1 042	1 015
Valeur ajoutée <sup>3</sup>	741	758	900	687	643	634	634
Emploi <sup>4</sup>	12 919	12 983	13 213	12 484	11 937	11 403	11 396
Flotte <sup>5</sup>	5 744	5 710	5 641	5 411	5 360	5 232	5 187

<sup>1</sup> France métropolitaine, hors Corse (environ 200 navires).

<sup>2</sup> Y compris la production d'algues.

<sup>3</sup> Un taux de valeur ajoutée moyen est estimé à partir d'un échantillon représentatif.

<sup>4</sup> Données Ifremer pour la façade mer du Nord-Manche-Atlantique en équivalent temps plein. Données Ofimer pour la façade Méditerranée (nombre de marins dont la durée d'embarquement est au moins égale à 9 mois).

<sup>5</sup> Nombre de navires de pêche au 31 décembre de l'année.

Sources : Ofimer, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Ifremer/SIH.

**Structure de la production de la pêche maritime française en 2007**

En tonnes, millions d'euros et euros par kilogramme

	Quantité	Chiffre d'affaires	Prix moyen
Poissons frais	224 977	630	2,8021
Crustacés	12 368	72	5,8134
Coquillages	42 581	81	1,9070
Céphalopodes	23 526	75	3,2050
Algues <sup>1</sup>	9 410	2	0,2100
<b>Sous-total pêche fraîche</b>	<b>312 862</b>	<b>861</b>	<b>2,8000</b>
Thon tropical <sup>2</sup>	91 074	126	1,4000
Autres poissons congelés <sup>3</sup>	72 309	28	0,4000
<b>Sous-total pêche congelée</b>	<b>163 383</b>	<b>154</b>	<b>0,9000</b>
<b>Total pêche<sup>4</sup></b>	<b>476 245</b>	<b>1 015</b>	<b>2,1000</b>

<sup>1</sup> Quantités exprimées en poids sec.<sup>2</sup> Y compris les quantités débarquées dans les pays proches des zones de pêche et comptabilisées comme exportations dans les statistiques du commerce extérieur.<sup>3</sup> Les débarquements de la grande pêche sous forme de filets congelés sont mesurés en équivalent poids débarqué entier (vidé).<sup>4</sup> Y compris algues.

Source : Ofimer.

**Évolution de l'activité**

**LA PÊCHE MARITIME FRANÇAISE** implique de nombreuses flottilles et cible des espèces très diverses, d'où la multiplicité des techniques de pêche : drague, casier, chalut, filet, ligne.

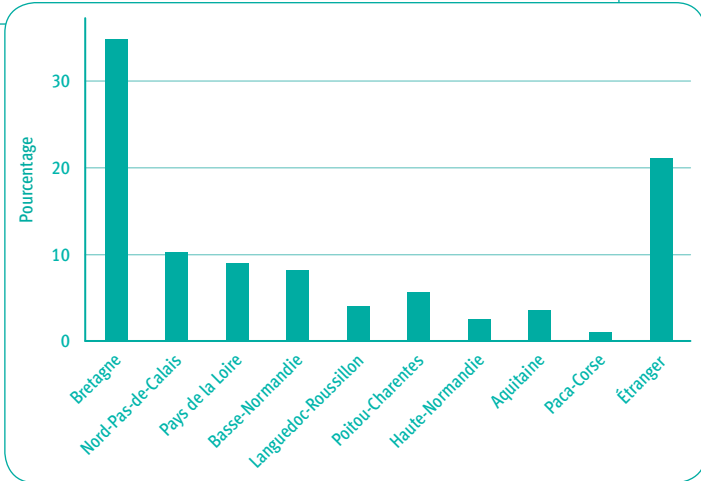
La flotte française des façades mer du Nord, Manche et Atlantique réalise les deux tiers de ses captures dans les eaux communautaires (mer Celtique, ouest Écosse, Manche, mer du Nord et golfe de Gascogne). Elle opère dans de nombreuses régions du globe. Dans le cadre des accords de pêche conclus par l'Union européenne, elle capture notamment le cabillaud et la lingue au large de la Norvège et des îles Féroé, et le thon tropical au large de l'Afrique et dans l'océan Indien. Elle est présente dans les eaux des Dom-Tom : Guyane (crevette), Réunion (thon et espadon), terres australes et antarctiques (légine et langouste).

Estimée à environ un milliard d'euros par le ministère chargé de la Pêche, la production française est inégalement répartie en tonnage comme en valeur, avec une prédominance de la région Bretagne (35 % de la valeur produite), loin devant le Nord-Pas-de-Calais





### Ventes des pêches maritimes françaises métropolitaines en 2007\*



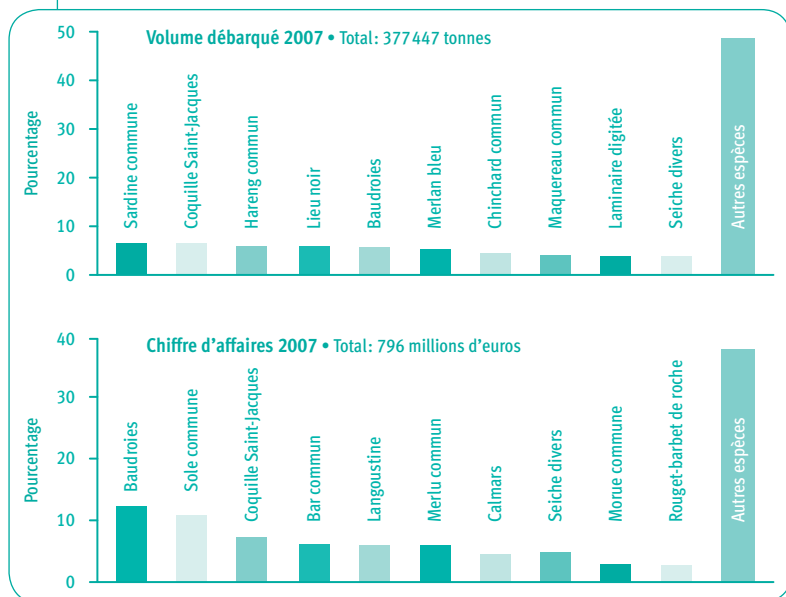
\* Pêche fraîche, congelée, transformée (hors algues).

Source : *Statistiques de production 2007*, Ofimer.

(10 %) et les Pays de la Loire (9 %). La valeur de la production est sous-estimée par les données de débarquements officielles et l'Ifremer estime à 29 % en valeur cet écart pour les navires de moins de 24 mètres sur la façade mer du Nord-Manche-Atlantique. La valeur de la production décroît depuis 2003, et les débarquements baissent sensiblement en volume.

Depuis le début des années 1990, la structure de la production des pêches maritimes a peu varié. La pêche fraîche occupe une place prédominante et représente près de 61 % des quantités débarquées et 86 % du chiffre d'affaires total.

Les poissons frais représentent 41 % des débarquements en tonnage et plus de 57 % du chiffre d'affaires. Parmi tous les débarquements de pêche, les espèces les plus pêchées en 2007, en tonnage, sont la sardine, la coquille Saint-Jacques, le hareng commun et le lieu noir. Les espèces les plus importantes pour le chiffre d'affaires sont la baudroie, la sole et le bar (espèces dites nobles, aux prix moyens élevés) ainsi que la coquille Saint-Jacques. En pêche avec congélation à bord, le thon tropical est l'espèce la plus pêchée. La production française dans les Dom-Tom est estimée à 22 400 tonnes (source : FranceAgriMer).

**Répartition des débarquements de pêche et du chiffre d'affaires en 2007\***


\* Par espèces principales (hors thon tropical).

Sources : *Synthèse des flottilles 2007*, Ifremer/SIH (<http://www.ifremer.fr/sih>). Volume débarqué (source « Flux déclaratif ») : ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Chiffre d'affaires (source « Ventes ») : ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

**Pêches maritimes dans les Dom-Tom en 2007**

En tonnes et millions d'euros

	Production		Imports		Exports	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Guadeloupe <sup>1</sup>	10 100	82,0	6 640	nd	126	nd
Martinique <sup>2</sup>	6 200	52,4	7 500	nd	0	0
Réunion	3 122	12,6	9 695	45,3	3 430	34,6
Guyane <sup>3</sup>	4 864	22,3	nd	nd	1 917	nd

<sup>1</sup> Imports et exports tous produits. Données 2006.

<sup>2</sup> Imports tous produits. Estimations.

<sup>3</sup> Exports tous produits. Données 2005.  
nd : non disponible.

Sources : *Chiffres clés 2007*, FranceAgriMer, données de la DPMA sur la pêche fraîche et congelée ; douanes pour les imports et exports.



### Production européenne des pêches maritimes en 2007

En millions d'euros, milliers de tonnes, euros par kilogramme, équivalents temps plein et nombre de navires

	Chiffre d'affaires	Débarquements	Prix moyen	Effectifs à bord	Flotte
<b>Total UE-15 dont</b>	<b>7 884</b>	<b>4 690</b>	<b>2,0</b>	<b>138 896</b>	<b>69 934</b>
Espagne	1 720	837	2,1	35 274	13 310
Italie	1 365	277	4,9	25 426	13 804
France <sup>1</sup>	1 259	415	3,0	13 155	4 661
Royaume-Uni	959	610	1,6	8 064	6 852
Pays-Bas	398	473	0,8	1 966	831
Danemark <sup>2</sup>	352	1 072	0,3	3 200	1 242
Portugal	435	199	2,2	17 021	4 806
Grèce	795	124	6,4	24 745	18 058
Irlande	177	219	0,8	3 838	1 699
Allemagne	163	118	1,4	2 044	1 617
Suède	142	223	0,6	1 879	1 527
Belgique	90	22	4,1	501	102
Finlande <sup>3</sup>	28	102	0,3	1 783	1 425
<b>Autres Europe dont</b>	<b>125</b>	<b>293</b>	<b>0,4</b>	<b>8 580</b>	<b>4 888</b>
Chypre	14	2	5,9	747	529
Malte		1			1 395
Estonie	44	94	0,5	3 421	1 021
Lettonie	20	84		1 632	877
Pologne	44	108	0,4	2 664	891
Slovénie	2	3		116	175

<sup>1</sup> Estimation provisoire des données France métropolitaine, hors Corse.

<sup>2</sup> Données 2004.

<sup>3</sup> Données 2006.

Sources : Scientific, Technical and Economic Committee for Fisheries. Eurostat pour le volume de débarquements Espagne.

La France métropolitaine (hors Corse) est le troisième producteur de l'UE et contribue à hauteur de 16 % à la production totale en valeur, estimée à plus de 7,8 milliards d'euros. Les deux premiers producteurs, Espagne (1,7 milliard d'euros) et Italie (1,4 milliard d'euros), totalisent 39 % de la production de l'UE en valeur.

Le règlement CE/199/2008 actualise le *Data Collection Framework* qui, depuis 2001, institue un cadre communautaire pour la collecte, la gestion et l'utilisation des données du secteur pêche. Les données sont synthétisées dans un rapport économique annuel de la CE, qui rend compte des performances économiques des flottes de pêche européennes.

## I Flotte

**LA FLOTTE DE PÊCHE FRANÇAISE MÉTROPOLITAINE**, qui totalisait 5 187 navires au 31 décembre 2007, est majoritairement composée de navires de moins de 12 mètres. Du point de vue de la puissance motrice développée par les navires, les poids relatifs des flottes côtière et hauturière sont équivalents. La flotte méditerranéenne représente 30 % des navires de métropole et 20 % de la puissance totale embarquée.

Depuis 1990, les caractéristiques de la flotte ont beaucoup évolué : les navires de moins de 7 mètres ont diminué de moitié en nombre, alors que leur puissance moyenne a augmenté de 30 %. Les navires de plus de 40 mètres ont aussi fortement diminué en effectifs.

### La flotte de pêche métropolitaine de 1990 à 2007

Classes de longueur	Nombre de navires			Puissance motrice moyenne (kW)		
	1990	2007	Variation (%)	1990	2007	Variation (%)
Moins de 7 m	2 672	1 258	- 53	29	38	31
7 à 9 m	2 173	1 269	- 42	62	77	24
9 à 12 m	1 787	1 407	- 21	110	128	16
12 à 16 m	856	452	- 47	184	215	17
16 à 20 m	584	255	- 56	286	312	9
20 à 24 m	332	281	- 15	383	400	4
24 à 40 m	248	205	- 17	521	479	- 8
Plus de 40 m	85	52	- 39	1 942	2 153	11
<b>Total</b>	<b>8 737</b>	<b>5 179</b>	<b>- 41</b>	<b>132</b>	<b>159</b>	<b>20</b>

Source : Ifremer/SIH.